

Voici les salaires de nos PRÉSIDENTS DE PARTI

▶ Ils dévoilent leurs revenus et avantages. Seul le MR n'a pas joué la transparence

▶ Les présidents de parti sont au cœur de l'actualité et des négociations depuis le *coup politique* de Benoît Lutgen (CDH).

Si leur rémunération en tant qu'élu est, par nature, publique, leur fonction de président de parti s'exerce à titre privé et est rémunérée par leur parti. Les présidents ont accepté, pour *La DH*, de lever le voile sur leur rémunération.

À l'exception notable d'Olivier Chastel (MR) qui n'a pas répondu à nos questions.

Olivier Chastel perçoit-il toujours le même salaire qu'Antoine Duquesne (2.500 euros par mois), l'un de ses prédécesseurs, qui bénéficiait également d'une voiture avec chauffeur ? Mystère.

■ Le beau geste de Di Rupo

Jusqu'il y a peu, le président du PS bénéficiait d'une rémunération équivalente à celle d'un ministre : 223.000 euros par an (18.583 par mois). En tant que député et bourgmestre de Mons, il a droit à une indemnité plafonnée à 183.519,45 euros brut (15.293 par mois). Le PS lui versait donc jusqu'il y a 7 mois, en tant que président de parti, un complément pour combler la différence entre son revenu et celui d'un ministre. Soit une somme de 39.441 euros par an, ou 3.286 par mois. Le parti estimait cela logique, au vu de l'importance de sa fonction. *"Mais depuis ce 1^{er} janvier, Elío Di Rupo a renoncé volontairement à cette rémunération de président de parti, qui équivalait approximativement à la moitié d'une indemnité parlementaire"*, assure son porte-parole. *"Le Président bénéficie cependant toujours des moyens liés à sa fonction : voiture avec chauffeur, téléphone et ordinateur."*

■ La Citroën de Benoît Lutgen

Le président du CDH n'est pas payé pour cette fonction. Benoît

Lutgen touche une rémunération plafonnée à 183.519,45 euros brut € par an en tant que député et bourgmestre de Bastogne. *"Mon salaire net de député s'élève à 5.100 euros et mon salaire net de bourgmestre à 2.400 euros, soit un total de 7.500 euros. Une voiture Citroën DS4 sans chauffeur est par ailleurs mise à ma disposition par le*

parti. Je la conduis moi-même. Elle affiche déjà 85.000 km en un an", nous explique Benoît Lutgen.

■ 7.916 € pour les Ecolos

Chez Écolo, les coprésidents Patrick Dupriez et Zakia Khattabi n'exercent aucun mandat, et se concentrent sur leur coprésidence. Ils sont rémunérés par le parti à hauteur de 7.916 € brut

par mois. Ils disposent également d'une assurance hospitalisation et d'une omnium "mission" couvrant les risques d'accidents pour leur véhicule privé. Ils ne disposent pas de véhicules de fonction ni d'avantages en nature.

"Nous avons fait le choix de ne pas cumuler.

Même si cela nous complique parfois les choses, car ne pas être présent à la Chambre nous offre moins de visibilité et nous devons faire

plus d'efforts pour faire passer notre message", nous confie Patrick Dupriez.

■ 2.000€ pour le boss du PTB

Le président du PTB, Peter Mertens, touche 2.000 net par mois, versés par le parti. Selon Germain Mugemangango, porte-parole du parti, il ne touche pas d'autre rémunération.

■ 0 euro pour Maingain

Quant à Olivier Maingain, président de Défi, il se targue lui-aussi de ne pas toucher un seul euro comme président de Défi. *"Je n'ai ni rémunération ni frais forfaitaires ni voiture de fonction. C'est une tradition au parti"*, assure celui dont les rémunérations en tant que bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert et député atteignent également le plafond de 183.519 euros brut.

■ Les frais de Modrikamen

Le président du PP n'est pas rémunéré par son parti. *"Depuis l'attribution d'une dotation publique en 2014, le parti couvre mes frais exposés chaque mois correspondant aux frais de communication, frais de déplacement, en ce compris la voiture, l'assurance, un chauffeur/assistant à temps partiel et l'essence, mais aussi des frais de bureaux et de représentation"*, assure Mischaël Modrikamen.

Reste que ces "bénévoles" ne perdent pas un élément de vue: au-delà de la rémunération, le poste de président reste l'un des leviers de pouvoir les plus importants du pays.

Adrien de Marneffe